

Introduction

Monsieur le Président, je présente aujourd'hui le budget de l'Ontario de 2011.

L'Ontario remonte la pente vers un avenir meilleur.

Le ralentissement économique mondial est chose du passé, comme en témoignent les cinq trimestres consécutifs de croissance, la hausse des investissements des entreprises et le nouvel essor du secteur manufacturier.

La création d'emplois et la croissance économique reprennent dans la province à mesure que nous misons sur l'innovation et bâtissons le meilleur système d'éducation au monde.

Les investissements stratégiques dans l'éducation et les services de santé jettent les assises d'un avenir où il y aura davantage d'emplois, où la productivité sera plus élevée et où les familles jouiront d'une meilleure qualité de vie.

Monsieur le Président, le budget se greffe au plan de notre gouvernement visant à rétablir l'équilibre budgétaire en Ontario tout en maintenant les progrès que nous avons réalisés ensemble.



Davantage d'emplois dans une économie plus vigoureuse

Notre gouvernement estime que des services publics solides sont essentiels à une économie vigoureuse.

Des écoles et des hôpitaux de qualité renforcent l'économie en haussant la productivité des travailleurs et en améliorant la compétitivité des entreprises.

En retour, une économie vigoureuse génère des emplois et appuie l'éducation et les soins de santé.

En fin de compte, cela se traduit par une meilleure qualité de vie.

Monsieur le Président, c'est de cette façon que, en tant que gouvernement, nous mesurons les progrès accomplis.

C'est pour cette raison que nous travaillons sans relâche à bâtir des écoles, des hôpitaux et des infrastructures.

Il nous incombe de veiller à ce que les entreprises ontariennes disposent des outils nécessaires pour créer des occasions de réussite.

Le Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance améliore la compétitivité des entreprises et renforce les investissements.

Nous avons réduit de moitié le taux d'imposition des nouveaux investissements d'entreprises, ce qui fait de l'Ontario un endroit beaucoup plus attrayant pour les entreprises qui cherchent à investir, créant ainsi des emplois.

Grâce à notre plan fiscal, un éditeur de logiciel en Ontario paiera 58 pour 100 moins de taxe de vente et d'impôts des sociétés provinciaux.

Pour un restaurant, cette réduction est de 67 pour 100.

Pour un fabricant, elle est de 89 pour 100.

Il est donc plus facile de faire des affaires en Ontario.

Tant les petites que les grandes entreprises de la province réagissent favorablement à ces mesures, menant le bal au pays quant aux nouveaux investissements dans le matériel et les technologies.

Les investissements du secteur privé dans les bâtiments, les machines et le matériel ont augmenté de 7,4 % en 2010.

Par ailleurs, selon une étude menée par l'économiste Michael Smart, environ les deux tiers des économies réalisées par les entreprises grâce à la taxe de vente harmonisée (TVH) avaient été transmis aux consommateurs six mois à peine après l'entrée en vigueur de la TVH.

Monsieur le Président, l'Ontario a réduit considérablement les coûts des employeurs. Toutefois, nous devons prendre d'autres mesures pour nous assurer que la province est encore plus compétitive.

La création d'emplois reprend en Ontario.

Jusqu'à présent, nous avons recouvré 91 pour 100 des emplois perdus pendant la récession.

Selon Statistique Canada, 84 pour 100 de ces emplois sont à temps plein.

Le Royaume-Uni a recouvré moins de 40 pour 100 des emplois perdus pendant la récession et les États-Unis, moins de 15 pour 100.

Rendement économique

Monsieur le Président, le plan de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance fonctionne.

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) est estimé à 2,8 pour 100 en 2010. De plus, tous les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à une croissance soutenue de l'économie.

Selon la moyenne des prévisions du secteur privé, le taux de croissance de l'économie ontarienne devrait être de 2,6 pour 100 en 2011 et de 2,8 pour 100 en 2012.

Cela signifie que l'économie ontarienne remonte la pente.

Par souci de prudence, notre plan repose sur des hypothèses de croissance inférieures à celles du secteur privé.

C'est pourquoi nous prévoyons que le taux de croissance du PIB sera de 2,4 pour 100 en 2011 et de 2,7 pour 100 en 2012.

Rendement financier

Au cours de nos cinq premières années en tant que gouvernement, nous avons travaillé avec les Ontariennes et Ontariens pour réparer et reconstruire les écoles, les collèges, les universités, les hôpitaux, les routes et les ponts de la province, qui avaient été négligés.

De plus, notre gouvernement a éliminé le déficit de 5,5 milliards de dollars dont il avait hérité et présenté trois budgets équilibrés consécutifs.

Monsieur le Président, nous avons fait le nécessaire pour accroître la compétitivité de la province et créer des occasions de réussite pour la population de l'Ontario.

Les gouvernements du monde entier ont pris des mesures pour stimuler l'économie au cours du pire ralentissement économique depuis la grande dépression. Notre gouvernement a fait de même et, comme eux, a accusé un déficit.

Nous avons investi dans l'infrastructure, créé et protégé des centaines de milliers d'emplois et pris des mesures pour rendre l'économie de la province plus compétitive.

Certains auraient éliminé des services qui sont essentiels à une économie en pleine croissance.

Nous avons choisi de protéger notre système d'éducation.

Nous avons choisi de protéger notre système de santé.

Nous avons choisi de protéger les investissements dans l'infrastructure.

Certains auraient fait des mises à pied.

Nous avons choisi d'investir dans les gens.



Monsieur le Président, nous avons choisi de préserver notre qualité de vie.

Nous avons modernisé le régime fiscal de l'Ontario.

Nous avons rebâti le réseau d'électricité de l'Ontario, qui était dans un piètre état.

Nous avons donné un nouvel essor à notre secteur de l'énergie propre, protégé l'industrie automobile et mis en oeuvre des programmes de maternelle et de jardin d'enfants à temps plein.

Monsieur le Président, s'il est vrai que ces choix ont entraîné des coûts, ils ont aussi eu des effets bénéfiques sur la situation économique de la population de l'Ontario.

L'emploi est à la hausse.

Les activités de fabrication sont à la hausse.

Les investissements des entreprises sont à la hausse.

Monsieur le Président, permettez-moi de vous donner un exemple.

Les Ontariennes et Ontariens ont uni leurs efforts afin d'aider leurs concitoyens qui travaillent dans l'industrie automobile.

Ensemble, nous avons accordé une aide d'urgence de 4,8 milliards de dollars à General Motors et à Chrysler afin de protéger des centaines de milliers d'emplois dans une industrie qui joue un rôle essentiel au sein des économies de l'Ontario et du Canada.

Grâce à cette aide, la production d'automobiles a augmenté de 40 pour 100 l'an dernier et continue de croître cette année.

Monsieur le Président, voilà un exemple des choix qu'a faits la population de l'Ontario.

Les choix faits pour protéger et créer des emplois.

Les choix faits pour protéger nos hôpitaux et nos écoles, qui nous sont si précieux.

Les choix faits pour protéger nos ressources en eau et notre approvisionnement alimentaire.

Pour relever le défi lié au déficit, nous utilisons l'approche prudente, éprouvée et responsable qui nous a permis de faire face à la récession mondiale.

Nous avons déjà obtenu de meilleurs résultats par rapport aux objectifs de réduction du déficit énoncés dans le budget de l'an dernier pour la période allant de 2010-2011 à 2012-2013.

En fait, nous prévoyons que les déficits affichés au cours de ces trois exercices seront inférieurs de 4,7 milliards de dollars à nos prévisions de l'an dernier.

Le budget de cette année prévoit un déficit de 16,7 milliards de dollars en 2010-2011, soit 3 milliards de dollars de moins que le montant projeté l'an dernier.

Pour la population de l'Ontario, cela signifie que nous relevons le défi lié au déficit.

Nous accélérerons la mise en oeuvre de notre plan visant à accroître la productivité et à réaliser des gains d'efficience au sein du gouvernement, et faciliterons la réforme du secteur public à long terme.

Nous rationaliserons les activités du gouvernement et veillerons à ce qu'elles répondent aux besoins des citoyens.

Nous savons qu'il y a d'autres risques à l'horizon.

Nous en parlons depuis un certain temps.

Citons les prix élevés du pétrole, l'économie américaine et la possibilité que les taux d'intérêt montent en flèche.

Ces dernières semaines, le tremblement de terre au Japon et la volatilité politique en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont créé de l'incertitude en ce qui concerne la reprise économique mondiale.

Face au problème créé par la vigueur du dollar canadien, les fabricants ontariens agissent.

Les exportateurs ontariens sont de plus en plus novateurs.

Les exportations de marchandises ont augmenté de 16 pour 100 l'an dernier, notamment grâce à une hausse de plus de 11 pour 100 du total des ventes manufacturières en 2010.

Bâtir un avenir meilleur : la meilleure façon de procéder

Favoriser la croissance économique et la création d'emplois en Ontario tout en préservant les avancées réalisées par les Ontariennes et Ontariens dans le domaine de l'éducation et de la santé exige une gestion financière prudente et des budgets équilibrés.

Même si l'économie reprend pied, nous ne pouvons pas compter seulement sur la croissance économique pour éliminer le déficit.

Notre gouvernement s'est distingué en gérant les finances avec prudence et discipline.

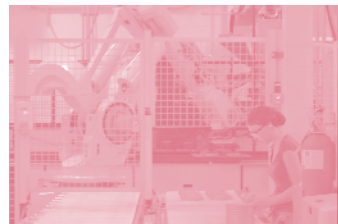
En plus de présenter trois budgets équilibrés, nous avons dépassé nos objectifs budgétaires pendant cinq des sept derniers exercices.

Les mesures de gestion des dépenses présentées dans le dernier budget ont porté leurs fruits immédiatement, le total des dépenses en 2010-2011 étant estimé à 3 milliards de dollars de moins que le montant prévu il y a un an.

Cela fait deux années de suite que le total des dépenses est inférieur aux projections.

Nous continuons de chercher des moyens d'offrir des services à la population de façon toujours plus efficace et plus efficiente.

Les changements que nous avons apportés se traduisent par des économies considérables et des services améliorés.



Le présent budget prévoit de nouvelles économies de près de 1,5 milliard de dollars sur trois ans.

Monsieur le Président, nous choisissons de lutter contre le déficit tout en protégeant l'éducation et les soins de santé.

Il est possible de poursuivre ces deux objectifs de front.

Cette option exige des choix équilibrés et judicieux.

Elle nécessite une croissance plus faible des autres charges de programmes.

Elle exige que nous réexaminions la façon dont les programmes et les services sont offerts à la population.

D'autres choix pourraient être faits, Monsieur le Président.

Ce sont des choix que nous rejetons.

Ces choix, comme la réduction de la TVH, nécessiteraient d'importantes compressions dans la santé et l'éducation, porteraient préjudice aux familles ontariennes et mineraient notre compétitivité.

On pourrait choisir de sabrer dans les prestations pour nos citoyens à faible revenu, d'abandonner nos infrastructures et de laisser se délabrer nos universités et nos collèges.

Ou de mettre à pied quelque 33 000 enseignantes et enseignants.

Ou de réduire de 12 000 le nombre de médecins en Ontario.

Ou d'éliminer le financement de 37 000 postes d'infirmières et d'infirmiers.

Ou de réduire le financement de 80 pour 100 de tous les lits dans les foyers de soins de longue durée.

L'un ou l'autre de ces choix nous ferait économiser environ 3 milliards de dollars.

Et, Monsieur le Président, 3 milliards de dollars équivalent à peu près à une réduction d'un point de la TVH.

Mais nous rejetons ces choix.

On a appris par expérience que les compressions générales ne donnent pas les résultats escomptés.

Nous faisons plutôt les choix que les Ontariennes et Ontariens souhaitent que nous fassions : nous choisissons de protéger les emplois, de protéger nos services publics cruciaux et de protéger notre reprise économique.

Réformer le secteur parapublic

Monsieur le Président, tout comme les familles et les particuliers, les gouvernements doivent vivre selon leurs moyens.

Pour aider à protéger l'éducation et les soins de santé tout en éliminant le déficit, nous savons que le statu quo n'est pas une option.

Nous devons réformer la façon dont le gouvernement dispense des services à la population.

Nous miserons sur nos antécédents en matière de réforme.

Le budget de 2011 présente un certain nombre de nouvelles initiatives visant à apporter des changements et des réformes dans la prestation des services publics, notamment :

- demander aux principaux organismes de réaliser des économies de 200 millions de dollars d'ici 2013-2014;
- réduire la taille de la fonction publique de l'Ontario (FPO) de 1 500 postes supplémentaires entre avril 2012 et mars 2014. Cette mesure s'ajoute à la réduction de quelque 3 400 postes d'ici mars 2012 qui a été annoncée dans le budget de 2009;
- fermer des prisons peu efficaces dans la province et regrouper les détenus dans des prisons plus modernes et plus efficaces, de manière à optimiser les ressources pour les contribuables et à garder nos rues plus sûres;
- réduire le financement des bureaux de direction dans les hôpitaux et les universités et dans les autres organismes gouvernementaux.

Monsieur le Président, nous envisagerons de nouveaux moyens d'exporter et d'exploiter le savoir-faire de la province en prestation de services publics, qui sont considérés comme étant parmi les meilleurs au monde.

Nous chercherons aussi à déterminer si le modèle actuel de prestation des services de ServiceOntario présente le meilleur rapport qualité-prix pour la population de la province.

En plus de ces initiatives à court terme, le gouvernement établira la Commission de réforme des services publics de l'Ontario, présidée par Don Drummond. Elle sera chargée de conseiller la province sur des réformes plus fondamentales, c'est-à-dire des changements qui aideront à protéger les soins de santé et l'éducation à long terme, tout en accélérant l'élimination du déficit.

Monsieur le Président, lors de mes consultations préalables au budget cette année, j'ai participé à des séances de discussion ouverte par téléphone qui m'ont permis de communiquer directement avec plus de 120 000 personnes de tous les coins de la province.

J'ai entendu des mères et des pères me dire qu'ils veulent que leurs enfants aient un avenir prospère.

J'ai entendu des travailleurs me dire qu'ils veulent que l'on crée des emplois – de bons emplois bien rémunérés.

Des personnes âgées m'ont dit qu'elles ont travaillé pour s'assurer un avenir meilleur, pour elles-mêmes et pour leurs enfants.

Elles veulent être certaines de pouvoir compter sur leurs épargnes le temps venu.

Les gens m'ont dit souhaiter que les gouvernements élus leur donnent les outils nécessaires pour prospérer.

Les gens m'ont dit souhaiter que les gouvernements élus continuent d'améliorer leur façon de se livrer à leurs activités.

De réformer leur façon de faire les choses – essentiellement, de faire encore mieux fonctionner le gouvernement.

Monsieur le Président, les gouvernements sont élus pour servir la population qu'ils ont le privilège de représenter.

À titre de gouvernement, nous sommes motivés par la confiance que la population ontarienne a en nous.

Nous sommes poussés par notre obligation et notre responsabilité d'être à la hauteur.

Des investissements stratégiques pour un avenir meilleur

Pour bâtir un avenir meilleur, nous devons investir les uns dans les autres – dans les gens et dans les partenariats.

Le gouvernement McGuinty continuera de faire équipe avec les entreprises afin de créer les conditions propices aux emplois et à la croissance.

Au cours des prochaines semaines, l'Ontario et plusieurs partenaires du secteur privé annonceront de nouveaux investissements de plus de 1,3 milliard de dollars, dont presque 175 millions de dollars en fonds provinciaux, qui créeront plus de 2 100 emplois et en préserveront 7 800 autres, ici même en Ontario.

Nous prenons aussi des mesures pour protéger les emplois dans nos exploitations agricoles.

L'Ontario a besoin plus que jamais d'un secteur agricole robuste.

En raison de la volatilité des marchés des marchandises, les agriculteurs peuvent avoir du mal à gérer les risques de leur entreprise.

Monsieur le Président, j'annonce avec plaisir que le Programme de gestion des risques offert aux producteurs de céréales et d'oléagineux sera prolongé.

De plus, le gouvernement mettra en oeuvre de nouveaux programmes de gestion des risques pour les éleveurs de bovins, de porcs, de moutons et de veaux ainsi qu'un Programme d'autogestion du risque pour le secteur des produits horticoles comestibles.

Le gouvernement de l'Ontario et les agriculteurs partageront le coût de ces programmes.



Ces programmes sont novateurs.

Et ils procurent plus de bancabilité, de stabilité et de prévisibilité aux agriculteurs ontariens.

Monsieur le Président, le gouvernement McGuinty continuera d'investir dans la population et dans la création d'emplois.

Nous avons modernisé le régime fiscal de l'Ontario pour aider nos entreprises à soutenir la concurrence sur la scène internationale, réduit l'impôt sur le revenu des particuliers et créé un large éventail de crédits d'impôt et de prestations fiscales qui redonnent de l'argent aux contribuables.

Grâce aux changements que nous avons apportés, les gens, dans l'ensemble, ont plus d'argent en poche.

En fait, plus des deux tiers des ménages, ceux dont le revenu est inférieur à 90 000 \$, ont plus d'argent en poche.

Grâce aux changements que nous avons apportés, 86 pour 100 des ménages composés de personnes âgées ont plus d'argent en poche.

Monsieur le Président, ensemble, nous bâtissons un Ontario plus fort.

Un Ontario qui a à coeur les intérêts des personnes et des familles.

Un Ontario qui aide les entreprises à prendre de l'expansion et à créer des emplois.

Un Ontario riche en occasions pour ceux et celles qui vivent ici et qui en sont fiers.

Places supplémentaires dans les établissements d'enseignement postsecondaire

Nous aidons également les Ontariennes et Ontariens à aller de l'avant grâce à des investissements soutenus dans l'éducation postsecondaire.

Des experts affirment que 70 pour 100 des emplois de l'avenir exigeront une éducation postsecondaire.

Nous voulons par conséquent que notre main-d'oeuvre soit la plus instruite, la plus compétente et la plus créatrice possible.

Nous voulons qu'elle puisse créer des produits et des services novateurs recherchés dans le monde entier.

L'Ontario a un taux d'accession aux études postsecondaires plus élevé que celui de tous les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Nous prenons des mesures visant à porter notre taux d'accession aux études postsecondaires à 70 pour 100. Ce taux n'était que de 56 pour 100 en 2002.

Aucun élève ontarien motivé et admissible ne sera privé de la possibilité de poursuivre des études postsecondaires, en raison du manque de places ou de moyens financiers.

Monsieur le Président, il y aura de la place et du soutien.

C'est la raison pour laquelle nous annonçons dans le budget de 2011 des fonds additionnels qui aideront les collèges et les universités à créer des places pour plus de 60 000 étudiants supplémentaires d'ici 2015-2016.

Grâce à l'un des plus généreux régimes d'aide financière aux étudiants au Canada, nous aidons à garder l'accès aux études abordable.



Maternelle et jardin d'enfants à temps plein

Monsieur le Président, nous savons depuis longtemps qu'un excellent départ à l'école est gage de réussite future pour les enfants.

Si nos enfants ont un bon départ, ils auront de meilleures chances de finir leurs études secondaires, d'obtenir un diplôme collégial ou universitaire, de suivre un programme d'apprentissage, de jouir d'une bonne qualité de vie et de contribuer à l'édification d'un Ontario plus fort.

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi d'instaurer le programme de maternelle et de jardin d'enfants à temps plein en septembre dernier.

Il s'agit du premier programme du genre en Amérique du Nord.

Pendant l'année scolaire en cours, des programmes de maternelle et de jardin d'enfants à temps plein sont offerts dans près de 600 écoles, et jusqu'à 35 000 jeunes de l'Ontario en bénéficient.

En septembre 2011, ils seront offerts dans 200 autres écoles, et jusqu'à 50 000 enfants en profiteront.

Le programme sera entièrement mis en oeuvre en septembre 2014, ce qui permettra alors à quelque 247 000 enfants d'en bénéficier.

Le programme de maternelle et de jardin d'enfants à temps plein est également avantageux pour les parents, car il leur permet de gagner temps et argent, leur facilite la tâche et rend leurs journées de travail plus productives.

Monsieur le Président, notre gouvernement a choisi de renforcer notre système d'éducation financé par les deniers publics, de la maternelle jusqu'aux études de cycles supérieurs, car nous estimons que la dynamisation du système d'éducation est non seulement une politique sociale judicieuse, mais également une politique économique essentielle.

Nous continuerons à protéger le système d'éducation publique.

De meilleurs soins de santé

Pour nous mesurer avec succès à la concurrence des économies les plus performantes sur la scène mondiale, il nous faut également une main d'oeuvre en bonne santé.

Étant donné qu'un système de santé public vigoureux donne à nos travailleurs et à nos entreprises un avantage concurrentiel tangible, nous avons choisi de le renforcer.

Nous avons construit 13 nouveaux hôpitaux et cinq hôpitaux sont en construction.

Nous avons plus de 10 000 infirmières et infirmiers supplémentaires.

Et nous avons augmenté le nombre de médecins de près de 2 900.

Nous avons mis sur pied un tout nouveau réseau de 200 équipes de santé familiale qui prodiguent des soins à 3 millions de patients.

Autre première au Canada, nous disposons maintenant de cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien.

Aujourd'hui, 94 pour 100 de tous les Ontariens et Ontariennes ont un médecin de famille.

Cela représente 1,2 million de patients de plus qu'en 2003.

Les temps d'attente dans les hôpitaux sont à la baisse. De fait, l'Ontario a les temps d'attente les plus courts au Canada.

En travaillant de concert avec les Ontariennes et Ontariens, nous avons choisi de construire un système de santé public vigoureux qui prend soin de nos familles, améliore notre qualité de vie et accroît notre compétitivité.

Nous avons choisi de continuer à protéger et à rehausser notre qualité de vie.

C'est la raison pour laquelle nous annonçons dans le budget de 2011 un financement supplémentaire de 15 millions de dollars sur trois ans qui permettra d'effectuer 90 000 tests de dépistage du cancer du sein de plus et d'élargir notre programme actuel de dépistage pour rejoindre un plus grand nombre de femmes qui sont à risque élevé.



Monsieur le Président, les problèmes de santé mentale et de dépendance peuvent sévir à diverses étapes de la vie.

Une personne sur cinq en Ontario manifeste un trouble de santé mentale quelconque au cours de sa vie.

Ce problème touche toutes les familles.

Nous accorderons un plus grand soutien à cet égard.

Nous mettons de l'avant une vaste Stratégie de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Dans un premier temps, nos efforts porteront sur les enfants et les jeunes.

D'ici 2013-2014, le financement de la stratégie augmentera pour atteindre 93 millions de dollars par année.

Monsieur le Président, compte tenu de la croissance démographique et du vieillissement de la population, il importe que nous continuions à fournir de bons services de santé.

À compter d'avril, le gouvernement élargira les services de pharmacie et les soutiens offerts aux bénéficiaires du Programme de médicaments de l'Ontario, notamment les personnes âgées.

Un plus grand nombre de patients obtiendront ainsi le soutien pratique et le suivi dont ils ont besoin.

En outre, Monsieur le Président, nous savons que les Ontariennes et Ontariens souhaitent que leurs gouvernements fédéral et provincial travaillent de concert afin d'améliorer les soins de santé.

Ils veulent que nous travaillions sans relâche pour améliorer notre système de santé financé par les deniers publics.

Ils veulent aussi que nous veillions à ce que le gouvernement fédéral paie sa part de notre important programme national.

Voilà ce que les Ontariennes et Ontariens ont accompli ensemble depuis la signature du dernier accord sur les soins de santé en 2004.

Nous continuerons donc à veiller à ce que la population ontarienne soit traitée avec équité lorsque viendra le moment de renouveler l'accord.

Conclusion

Monsieur le Président, les choix que nous avons faits pour renforcer l'économie et protéger nos services cruciaux reposent sur des faits.

Fait : notre économie est en période de croissance.

Fait : les entreprises investissent et créent des emplois.

Fait : de plus en plus de travailleurs mis à pied pendant la récession réintègrent maintenant le marché du travail.

L'Ontario remonte la pente vers un avenir meilleur.

Notre plan fait ses preuves en aidant les Ontariennes et Ontariens à surmonter la récession et à construire l'avenir.

Voilà les faits.

Nous nous trouvons maintenant devant une réalité à laquelle font face tous les gouvernements : la faible croissance de l'économie mondiale et un déficit.

Nous devons poursuivre notre trajectoire en faisant le même genre de choix prudents et équilibrés que nous avons faits par le passé.

Je vous présente donc un budget qui soutient la création d'emplois.

Un budget qui va dans le même sens que les efforts nécessaires que nous avons déjà déployés en vue d'éliminer le déficit.

En même temps, nous choisissons de protéger le secteur de l'éducation.

Nous choisissons de protéger les écoles de nos enfants et de donner une place à tous nos petits de quatre et de cinq ans dans nos programmes de maternelle et de jardin d'enfants à temps plein.

Nous protégerons notre économie et notre main-d'oeuvre en faisant de la place au nombre croissant de jeunes Ontariennes et Ontariens qui choisissent de poursuivre des études postsecondaires.

Nous continuerons à renforcer notre système de santé pour nos aînés et nos jeunes.

Nous continuerons à faire le même genre de choix que les Ontariennes et Ontariens font eux-mêmes.

Nous continuerons à réduire le déficit tout en protégeant les services sur lesquels les gens comptent.

Monsieur le Président, l'Ontario remonte la pente et nous continuerons à renforcer la vigueur de notre économie.

Je suis fier de nos choix et fier de notre plan.

Je sais que je m'exprime au nom de tous mes collègues en disant que notre passion à construire l'avenir n'a jamais été aussi vive.

Nous appliquons un plan qui entraînera de véritables progrès.

Des progrès visant à bâtir des lendemains meilleurs et un brillant avenir pour nos enfants et nos petits-enfants.

Merci, Monsieur le Président.